

CHAPITRE I. - Champ d'application.

Article 1. § 1. (Est considérée comme entreprise de gardiennage au sens de la présente loi, toute personne morale ou physique exerçant, autrement que dans le lien d'un contrat de travail, une activité consistant à fournir à des tiers, de manière permanente ou occasionnelle, des services de : (NOTE : l'Arrêt n° 126/98 de la Cour d'Arbitrage, en date du 03-12-1998, annule dans le présent § 1er les termes ", autrement que dans le lien d'un contrat de travail,"; M.B. 25-12-1998, p. 41191-6)

1° surveillance et protection de biens mobiliers ou immobiliers;

2° protection de personnes;

3° surveillance et protection de transport de valeurs;

4° gestion de centraux d'alarme;

(5° surveillance et contrôle de personnes dans le cadre du maintien de la sécurité (dans des lieux accessibles ou non au public);) <L 1999-06-09/52, art. 1, 005; En vigueur : 01-11-1999> <L 2004-05-07/42, art. 3, 1°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

(6° réalisation de constatations, se rapportant exclusivement à la situation immédiatement perceptible de biens se trouvant sur le domaine public, sur ordre de l'autorité compétente ou du titulaire d'une concession publique;

7° accompagnement de groupes de personnes en vue de la sécurité routière.) <L 2004-05-07/42, art. 3, 2°, 008; ED : 03-06-2004>

(L'activité, visée à l'alinéa 1er, 5°, ne peut être effectuée sur la voie publique, sauf dans les lieux visés à l'article 11, § 3.

Les constatations, visées à l'alinéa 1er, 6°, ont la valeur de la présomption, visée à l'article 1353 du Code civil. Elles peuvent comprendre la dénonciation d'infractions pour autant que celles-ci puissent uniquement être punies d'une sanction administrative.

L'activité, visée à l'alinéa 1er, 7°, peut uniquement être exercée pour l'accompagnement de groupes de cyclistes et d'automobilistes, de participants à des compétitions sportives et d'écoliers.) <L 2004-05-07/42, art. 3, 008; En vigueur : 03-06-2004>

Au sens de l'alinéa 1er, 3°, sont considérés comme valeurs tous les biens qui, en raison de leur caractère précieux ou de leur nature spécifique, font l'objet d'une menace. Toutefois, le Roi peut exclure certaines valeurs du champ d'application de la présente loi.

Ne sont pas considérés comme entreprises de gardiennage, les associés d'une entreprise de gardiennage autorisée, qui exercent effectivement des activités définies à l'alinéa 1er, lorsqu'ils sont unis, par alliance ou par un lien de parenté jusqu'au deuxième degré, avec un des associés fondateurs ou

lorsque la société concernée comporte un maximum de quatre associés actifs qui exercent des activités définies à l'alinéa 1er.) <L 1997-07-18/44, art. 2, 003; En vigueur : 28-08-1997> (NOTE : l'Arrêt n° 126/98 de la Cour d'Arbitrage, en date du 03-12-1998, annule le présent dernier alinéa du § 1er; M.B. 25-12-1998, p. 41191-6)

(Par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, peuvent être définies les catégories d'établissements, événements ou activités pour lesquels une surveillance, une protection ou un contrôle doit être organisé au sens de l'alinéa 1er. Cette obligation ne peut cependant être imposée que s'il est satisfait aux conditions suivantes :

- a) l'obligation est justifiée pour des raisons de sécurité ou pour prévenir des infractions;
- b) le déploiement de capacité policière pourrait mettre en danger les missions, visées aux articles 36 ou 62 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux;
- c) les activités de gardiennage visées ont lieu sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public.) <L 2004-05-07/42, art. 3, 4°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

§ 2. (Est considéré comme service interne de gardiennage au sens de la présente loi, tout service organisé, pour des besoins propres, par une personne physique ou morale, sous la forme d'une activité énumérée au § 1er, alinéa 1er, 5°, ou, pour autant qu'il se déroule dans des lieux accessibles au public, sous la forme d'activités énumérées au § 1er, alinéa 1er, 1° au 4°, 6° ou 7°.) <L 2004-05-07/42, art. 3, 5°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

§ 3. (Est considérée comme entreprise de sécurité, au sens de la présente loi, toute personne physique ou morale exerçant une activité consistant à fournir à des tiers, de manière permanente ou occasionnelle, des services de conception, d'installation, d'entretien ou de réparation de systèmes et de centraux d'alarme.

Par dérogation à l'alinéa 1er et sans préjudice de l'article 12 n'est pas considérée comme entreprise de sécurité la personne physique ou morale qui exerce les activités, telles que définies à l'alinéa 1er, exclusivement en vue d'assurer la sécurité des véhicules, tels que définis dans l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière.) <L 1997-07-18/44, art. 2, 003; En vigueur : 28-08-1997>nelle, des services de conception, d'installation et d'entretien de systèmes et de centraux d'alarme.

§ 4. Les systèmes et centraux d'alarme visés au présent article sont ceux destinés à prévenir ou constater des délits contre des personnes ou des biens.

(§ 5. Est considéré comme siège d'exploitation, au sens de la présente loi, chaque infrastructure permanente au départ de laquelle les personnes physiques et morales visées aux §§ 1er à 3 du présent article, organisent des activités de gardiennage ou de sécurité.) <L 2001-06-10/51, art. 2, 007; En vigueur : 19-07-2001>

(§ 6. Au sens de la présente loi, on entend par entreprise de consultance en sécurité, toute personne morale ou personne physique qui exerce une activité consistant à fournir à des tiers des services de conseil pour prévenir des délits contre les personnes ou les biens, y compris l'élaboration, l'exécution et l'évaluation d'audits, analyses, stratégies, concepts, procédures et entraînements dans le domaine de la sécurité.

Par dérogation à l'alinéa 1er, n'est pas considérée comme une entreprise de consultance en sécurité :

1° l'entreprise dont les activités de consultance en sécurité ne sont pas offertes comme un service à part entière et sont inhérentes à une autre activité considérée comme principale;

2° la fourniture de services de conseil par les autorités.

(3° la fourniture de services de conseils en sécurité relatifs à des systèmes informatiques et à des données qui sont enregistrées, traitées ou transmises par ce biais.) <L 2004-12-27/30, art. 488, 009; En vigueur : 10-01-2005>

§ 7. Au sens de la présente loi, est considéré comme un lieu accessible au public, tout lieu auquel d'autres personnes que le gestionnaire et les personnes qui y travaillent ont accès, soit parce qu'elles sont censées avoir habituellement accès à ce lieu, soit parce qu'elles y sont autorisées sans avoir été invitées de façon individuelle.

§ 8. Au sens de la présente loi, est considérée comme organisme de formation, chaque personne morale ou personne physique qui organise une formation relative aux domaines visés aux §§ 1er ou 3.

§ 9. Au sens de la présente loi, sont considérées comme " personnes qui assurent la direction effective ", le dirigeant d'entreprise et toutes les personnes qui exercent une fonction d'autorité liée à l'exercice d'activités visées aux §§ 1er, 3, 6 ou 8.) <L 2004-05-07/42, art. 3, 6°, 008; En vigueur : 03-06-2004>

(§ 10. Les entreprises qui font partie de la même société liée ou associée, au sens des articles 11 et 12 du Code des sociétés, ne sont pas considérées comme tiers pour l'application du présent article.

§ 11. Au sens de la présente loi, est considéré comme service de sécurité, tout service qui est organisé, au sein d'une société publique de transports en commun en vue d'assurer la sécurité dans les lieux accessibles ou non au public qui sont gérés par la société publique de transports en commun.

Au sens de la présente loi, est considéré comme agent de sécurité, tout membre du personnel d'une entreprise de transport public travaillant dans le cadre d'un service de sécurité.

Les obligations générales et les compétences, d'une part, des services de sécurité et d'autre part, des agents de sécurité, sont les mêmes que celles, d'une part, des services internes de gardiennage visés au § 2, et d'autre part, des agents de gardiennage relevant d'un service interne de gardiennage. Les obligations et compétences supplémentaires et spécifiques des services de sécurité et des agents de sécurité sont définies aux articles 13.1 à 13.17.

Par dérogation à l'alinéa 3 et aux articles 5, alinéa 1er, 5° et 6, alinéa 1er, 5°, les conditions de formations auxquelles doit répondre le personnel dirigeant et d'exécution des services de sécurité, sont déterminées par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.) <L 2004-12-27/30, art. 488, 009; En vigueur : 10-01-2005>

Toepassingsgebied.

Artikel 1. § 1. (In de zin van deze wet wordt als bewakingsonderneming beschouwd, elke rechtspersoon of natuurlijke persoon die, anders dan in het verband van een arbeidsovereenkomst, een activiteit uitoefent bestaande in de blijvende of tijdelijke levering aan derden van diensten van : (NOTA : het Arrest nr. 126/98 van het Arbitragehof, dd. 03-12-1998, vernietigt in onderhavig § 1 de woorden ", anders dan in het verband van een arbeidsovereenkomst,"; B.St. 25-12-1998, p. 41185-91.)

1° toezicht op en bescherming van roerende of onroerende goederen;

2° bescherming van personen;

3° toezicht op en bescherming bij het vervoer van waarden;

4° beheer van alarmcentrales.

(5° toezicht op een controle van personen met het oog op het verzekeren van de veiligheid (op al dan niet voor het publiek toegankelijke plaatsen).) <W 1999-06-09/52, art. 2, 005; Inwerkingtreding : 01-11-1999> <W 2004-05-07/42, art. 3, 1°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(6° verrichten van de vaststellingen, die uitsluitend betrekking hebben op de onmiddellijk waarneembare toestand van goederen die zich bevinden op het openbaar domein, in opdracht van de bevoegde overheid of van de houder van een overheidsconcessie;

7° begeleiding van groepen van personen met het oog op de verkeersveiligheid.) <W 2004-05-07/42, art. 3, 2°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(De activiteit, bedoeld in het eerste lid, 5°, mag niet worden uitgeoefend op de openbare weg behoudens op plaatsen, bedoeld in artikel 11, § 3.

De vaststellingen, bedoeld in het eerste lid, 6°, hebben de waarde van het vermoeden, zoals bedoeld in artikel 1353 van het Burgerlijk Wetboek. Zij kunnen de aangifte van inbreuken inhouden voorzover deze uitsluitend bestraft kunnen worden met een administratieve sanctie.

De activiteit, bedoeld in het eerste lid, 7°, mag enkel worden uitgeoefend voor de begeleiding van groepen fietsers en automobilisten, van deelnemers aan sportwedstrijden en van scholieren.) <W 2004-05-07/42, art. 3, 3°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

In de zin van het eerste lid, 3°, worden als waarden beschouwd alle goederen die, omwille van hun kostbaar karakter of bijzondere aard, onderhevig zijn aan bedreiging. De Koning kan echter bepaalde waarde uitsluiten van het toepassingsgebied van onderhavige wet.

Als bewakingsondernemingen worden evenwel niet beschouwd de vennoten in een vergunde bewakingsonderneming die effectief activiteiten, bepaald in het eerste lid, uitoefenen, indien zij in een band van aan- of bloedverwantschap tot in de tweede graad staan met één der oprichtende vennoten of indien de betrokken vennootschap bestaat uit maximaal vier actieve vennoten die activiteiten, bepaald in het eerste lid, uitoefenen.) <W 1997-07-18/44, art. 2, 003; Inwerkingtreding : 28-08-1997> (NOTA : het Arrest nr. 126/98 van het Arbitragehof, dd. 03-12-1998, vernietigt onderhavig laatste lid van § 1; B.St. 25-12-1998, p. 41185-91.)

(Bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad kunnen de categorieën van inrichtingen, evenementen of activiteiten worden bepaald waarvoor toezicht, bescherming of controle moet worden georganiseerd in de zin van het eerste lid. Deze verplichting kan evenwel slechts worden opgelegd indien aan volgende voorwaarden is voldaan :

- a) de verplichting is verantwoord om redenen van veiligheid of ter voorkoming van misdrijven;
- b) de inzet van politiecapaciteit zou de opdrachten, bedoeld in de artikelen 36 of 62 van de wet van 7 december 1998 tot de organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, in het gedrang kunnen brengen;
- c) de beoogde bewakingsactiviteiten vinden plaats op de openbare weg of op voor het publiek toegankelijke plaatsen.) <W 2004-05-07/42, art. 3, 4°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

§ 2. (In de zin van deze wet wordt als interne bewakingsdienst beschouwd, elke dienst die door een natuurlijke persoon of een rechtspersoon ten eigen behoeve wordt georganiseerd in de vorm van een onder § 1, eerste lid, 5°, bedoelde activiteit of, voorzover ze plaatsvindt op voor publiek toegankelijke plaatsen, in de vorm van een onder § 1, eerste lid, 1° tot 4°, 6° of 7°, bedoelde activiteit.) <W 2004-05-07/42, art. 3, 5°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

§ 3. (In de zin van deze wet wordt als beveiligingsonderneming beschouwd, elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een activiteit uitoefent bestaande in de blijvende of tijdelijke levering aan derden van diensten van conceptie, installatie, onderhoud of herstelling van alarmsystemen en alarmcentrales.

In afwijking van het eerste lid en zonder afbreuk te doen aan artikel 12 wordt evenwel niet als beveiligingsonderneming beschouwd de natuurlijke of rechtspersoon die de in het eerste lid bepaalde activiteiten uitsluitend uitoefent met het oog op de beveiliging van voertuigen, zoals gedefinieerd in het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer.) <W 1997-07-18/44, art. 2, 003; Inwerkingtreding : 28-08-1997>

§ 4. De in dit artikel bedoelde alarmsystemen en alarmcentrales zijn de systemen en centrales bestemd om misdrijven tegen personen of goederen te voorkomen of vast te stellen.

(§ 5. In de zin van deze wet wordt als exploitatiezetel beschouwd elke permanente infrastructuur van waaruit de natuurlijke en rechtspersonen, bedoeld in de §§ 1 tot 3 van dit artikel, bewakings- of beveiligingsactiviteiten organiseren.) <W 2001-06-10/51, art. 2, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001>

(§ 6. In de zin van deze wet wordt als onderneming voor veiligheidsadvies beschouwd, elke rechtspersoon of natuurlijke persoon die een activiteit uitoefent bestaande uit het aan derden verstrekken van diensten van advies ter voorkoming van strafbare feiten tegen personen of goederen, met inbegrip van het uitwerken, uitvoeren en evalueren van doorlichtingen, analyses, strategieën, concepten, procedures en trainingen op veiligheidsgebied.

In afwijking van het eerste lid wordt niet als een onderneming voor veiligheidsadvies beschouwd :

1° de onderneming waarvan de activiteit inzake veiligheidsadvies niet als een afzonderlijke dienst wordt aangeboden en een inherent bestanddeel uitmaakt van een andere hoofdactiviteit;

2° de levering van de diensten van advies door de overheid.

(3° de levering van diensten van veiligheidsadvies met betrekking tot informaticasystemen en van gegevens die door middel daarvan worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen.) <W 2004-12-27/30, art. 488, 009; Inwerkingtreding : 10-01-2005>

§ 7. In de zin van deze wet wordt als een voor het publiek toegankelijke plaats beschouwd elke plaats waar andere personen dan de beheerder en de personen die er werkzaam zijn toegang hebben ofwel omdat ze geacht worden gewoonlijk toegang te hebben tot die plaats, ofwel omdat ze er toegelaten zijn zonder individueel te zijn uitgenodigd.

§ 8. In de zin van deze wet wordt als opleidingsinstelling beschouwd, elke rechtspersoon of natuurlijke persoon die een opleiding organiseert met betrekking tot domeinen zoals bedoeld in de §§ 1 of 3.

§ 9. In de zin van deze wet wordt onder " personen die de werkelijke leiding hebben " verstaan de bedrijfsleider en alle personen met een gezagsfunctie, die aan de uitoefening van activiteiten, bedoeld in de §§ 1, 3, 6 of 8, verbonden is.) <W 2004-05-07/42, art. 3, 6°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(§ 10. Ondernemingen die behoren tot dezelfde verbonden of geassocieerde vennootschap, in de zin van de artikelen 11 en 12 van het Wetboek van Vennootschappen, worden voor de toepassing van dit artikel niet als derden beschouwd.

§ 11. In de zin van deze wet wordt als een veiligheidsdienst beschouwd, elke dienst die in de schoot van een openbare vervoersmaatschappij is georganiseerd met het oog op het verzekeren van de veiligheid op al dan niet publiek toegankelijke plaatsen, die door de openbare vervoersmaatschappij worden uitgebaat.

In de zin van deze wet wordt als veiligheidsagent beschouwd, elk personeelslid van een openbare vervoersmaatschappij, werkzaam in het kader van een veiligheidsdienst.

De algemene verplichtingen en de bevoegdheden van enerzijds de veiligheidsdiensten en anderzijds van de veiligheidsagenten, zijn dezelfde als deze van enerzijds de interne bewakingsdiensten, bedoeld in § 2, en anderzijds van de bewakingsagenten, behorend tot een interne bewakingsdienst. De bijkomende, specifieke verplichtingen en bevoegdheden van de veiligheidsdiensten en van de veiligheidsagenten, zijn bepaald in de artikelen 13.1 tot 13.17.

In afwijking van het derde lid en van de artikelen, 5, eerste lid, 5° en 6, eerste lid, 5°, worden de opleidingsvoorwaarden waaraan het leidinggevend en uitvoerend personeel van de veiligheidsdiensten moet voldoen, bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.) <W 2004-12-27/30, art. 488, 009; Inwerkingtreding : 10-01-2005>

HOOFDSTUK II. - Vergunning en erkenning.

Art. 2. § 1. ((Niemand mag de diensten van een bewakingsonderneming aanbieden of deze van een interne bewakingsdienst organiseren), of zich als dusdanig bekend maken, indien hij daartoe vooraf geen vergunning heeft gekregen van de Minister van Binnenlandse Zaken, (na advies van de Veiligheid van de Staat en van de procureur des Konings van de vestigingsplaats van de onderneming en, bij ontstentenis ervan, van de Minister van Justitie).) <W 1999-06-09/52, art. 3, 005; Inwerkingtreding : 01-11-1999> <W 2001-06-10/51, art. 3, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001> <W 2004-05-07/42, art. 4, 1°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(Tweede lid opgeheven) <W 2004-05-07/42, art. 4, 2°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(Derde lid opgeheven) <W 2004-05-07/42, art. 4, 2°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

De vergunning kan het uitoefenen van bepaalde activiteiten en het aanwenden van bepaalde middelen en methodes uitsluiten of aan specifieke voorwaarden verbinden.

(Vijfde lid opgeheven) <W 2004-05-07/42, art. 4, 2°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(Zesde lid opgeheven) <W 2004-05-07/42, art. 4, 2°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(§ 1bis.) (oude zevende lid van § 1) (In afwijking van § 1, zijn de interne bewakingsdiensten, als bedoeld in artikel 1, § 2, niet onderworpen aan de vergunningsplicht bedoeld in artikel 2, § 1 :

1° indien zij de activiteiten bepaald in artikel 1, § 1, eerste lid, 5° of 7°, slechts sporadisch uitoefenen en hierbij uitsluitend een beroep doen op natuurlijke personen die deze activiteiten sporadisch en op een onbezoldigde wijze uitoefenen;

2° indien zij uitsluitend activiteiten bepaald in artikel 1, § 1, eerste lid, 6°, uitoefenen in het kader van een met de overheid afgesloten concessieovereenkomst.

Deze interne bewakingsdiensten zijn niet onderworpen aan de bepalingen van de artikelen 2, § 2, 3, 8, §§ 3 en 7, 13, 14 en 20. In het geval bedoeld onder het 1°, zijn zij bovendien niet onderworpen aan artikel 11, eerste lid, b).

De natuurlijke personen die worden ingezet door deze interne bewakingsdiensten zijn niet onderworpen aan de bepalingen van de artikelen 5, eerste lid, 5°, en 6, eerste lid, 5°. In het geval bedoeld onder het 1°, zijn zij bovendien niet onderworpen aan artikel 5, eerste lid, 2°, en aan artikel 6, eerste lid, 2°, voorzover zij gedurende tenminste drie jaar hun wettige hoofdverblijfplaats hebben in België.

Zij kunnen de activiteiten bedoeld onder het 1° en het 2° uitoefenen na de toestemming te hebben verkregen :

- a) van de burgemeester van de gemeente waar deze activiteiten plaatsvinden;
- b) of van de burgemeester van de gemeente waar deze activiteiten starten, ingeval deze plaatsvinden op het grondgebied van meerdere gemeenten.

In beide gevallen wordt de toestemming van de burgemeester verleend na advies van de korpschef van de lokale politie.) <W 2004-05-07/42, art. 4, 3°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

§ 2. (De bewakingsondernemingen mogen geen andere activiteiten uitoefenen dan die opgesomd in artikel 1, § 1, en waarvoor zij een krachtens § 1 verleende vergunning hebben verkregen. Zij kunnen nochtans erkend worden om de in artikel 1, § 3, bedoelde activiteiten uit te oefenen en vergund worden om de in artikel 1, § 6, bedoelde activiteiten uit te oefenen.

De bewakingsondernemingen mogen de in artikel 1, § 1, eerste lid, 1° tot 3° en 5° tot 7°, bedoelde activiteiten niet uitoefenen ten behoeve van publiekrechtelijke rechtspersonen behoudens toestemming van de Minister van Binnenlandse Zaken.) <W 2004-05-07/42, art. 4, 4°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

§ 3. Indien de bewakingsondernemingen rechtspersonen zijn, moeten zij opgericht zijn volgens de in het Belgisch recht geldende bepalingen of overeenkomstig de wetgeving van een lidstaat van de (Europese Unie.) <W 1997-07-18/44, art. 3, 003; Inwerkingtreding : 28-08-1997>

(De exploitatiezetel van de bewakingsonderneming moet in een lidstaat van de Europese Unie gelegen zijn.) <W 1999-06-09/52, art. 3, 005; Inwerkingtreding : 01-11-1999>

(...) <L 2001-06-10/51, art. 3, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001>

§ 4. De Koning kan specifieke regels bepalen met betrekking tot de activiteiten bestaande in het toezicht op en de bescherming bij het internationaal vervoer van (waarden). <W 2001-06-10/51, art. 3, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001>

(§ 5. De minister van Binnenlandse Zaken mag de bevoegdheden bedoeld in §§ 1 en 2, behalve aangaande beslissingen bestaande uit een eerste vergunning, een weigering van een vergunning of een weigering van een vernieuwing van een vergunning, overdragen aan een door hem aangewezen ambtenaar.) <W 2004-12-27/30, art. 489, 009; Inwerkingtreding : 10-01-2005>

Art. 3. Geen bewakingsonderneming of interne bewakingsdienst mag de in artikel 1, § 1, bedoelde activiteiten uitoefenen indien de burgerrechtelijke aansprakelijkheid waartoe zij aanleiding kunnen geven, niet gedekt is door een verzekering die de bewakingsonderneming of de interne bewakingsdienst heeft afgesloten bij een verzekeringsonderneming die erkend is of van erkenning ontslagen is krachtens de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen.

De verzekering geeft aan de benadeelde een eigen recht tegen de verzekeraar. Geen enkele nietigheid, exceptie of verval van rechten kan door de verzekeraar aan de benadeelde worden tegengeworpen. De verzekeraar kan zich evenwel een verhaalsrecht voorbehouden op de verzekerde. De Koning bepaalt nadere regelen met betrekking tot de verzekering, inzonderheid wat betreft de omvang van de dekking.

Art. 4. (§ 1.) ((Niemand mag de diensten van een beveiligingsonderneming aanbieden), of zich als dusdanig bekendmaken, (indien hij niet vooraf erkend is door de Minister van Binnenlandse Zaken of door de door hem aangewezen ambtenaar).) <W 1999-06-09/52, art. 4, 005; Inwerkingtreding : 01-11-1999> <W 2001-06-10/51, art. 4, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001> <W 2004-05-07/42, art. 5, 1° en 3°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(Tweede lid opgeheven) <W 2004-05-07/42, art. 5, 2°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(Derde lid opgeheven) <W 2004-05-07/42, art. 5, 2°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(Vierde lid opgeheven) <W 2004-05-07/42, art. 5, 2°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(lid opgeheven) <W 1997-07-18/44, art. 4, 003; Inwerkingtreding : 28-08-1997>

(§ 2. (Niemand mag de diensten van een onderneming voor veiligheidsadvies aanbieden, of zich als dusdanig bekend maken, indien hij daartoe vooraf geen vergunning heeft verkregen van de minister van Binnenlandse Zaken, na advies van de Veiligheid van de Staat en van de procureur des Konings van de vestigingsplaats van de onderneming en, bij ontstentenis ervan, van de minister van Justitie.

De minister van Binnenlandse Zaken kan aan de door hem vergunde ondernemingen voor veiligheidsadvies een kwaliteitslabel toekennen op basis van een door hem bepaald kwaliteitscertificaat.) <W 2004-12-27/30, art. 490, 009; Inwerkingtreding : 10-01-2005>

§ 3. Niemand mag de diensten van een opleidingsinstelling aanbieden of zich als dusdanig bekendmaken, indien hij daartoe vooraf geen erkenning heeft gekregen van de Minister van Binnenlandse Zaken.

De Minister van Binnenlandse Zaken erkent, onder de door de Koning vastgestelde voorwaarden, de opleidingen, voorgeschreven door deze wet. Hij kan tevens de centra aanduiden belast met de organisatie van de examens.) <W 2004-05-07/42, art. 5, 4°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(§ 4. De minister van Binnenlandse Zaken mag de bevoegdheden bedoeld in §§ 2 en 3, behalve aangaande beslissingen bestaande uit een eerste vergunning, een weigering van een vergunning of een weigering van een vernieuwing van een vergunning, overdragen aan een door hem aangewezen ambtenaar.) <W 2004-12-27/30, art. 490, 009; Inwerkingtreding : 10-01-2005>

Art. 4bis. (§ 1. De vergunning of de erkenning vermeldt de vergunde of erkende activiteiten en wordt eerst verleend indien de aanvrager voldoet aan alle voorschriften van deze wet en aan de door de Koning vastgestelde minimumvereisten inzake personeel en organisatorische, technische en infrastructurele middelen waarover de onderneming, dienst of instelling moet beschikken.

Indien de aanvrager van de vergunning of de erkenning geen exploitatiezetel heeft in België, houdt de Minister van Binnenlandse Zaken bij de beoordeling van de aanvraag rekening met de waarborgen verstrekt in het kader van de wettelijke en gereguleerde uitoefening van de activiteiten, waarop de aanvraag betrekking heeft, in een andere lidstaat van de Europese Unie.

De vergunning en de erkenning worden verleend voor een termijn van vijf jaar; zij kunnen voor gelijke termijnen worden vernieuwd, met uitzondering van de erkenning als beveiligingsonderneming die wordt verleend voor een termijn van vijf jaar en voor termijnen van tien jaar kan vernieuwd worden.

De vergunning of de erkenning kan geschorst of ingetrokken worden overeenkomstig de bepalingen van artikel 17. Zij kunnen bovendien, op verzoek van de houder, ingetrokken worden overeenkomstig de door de Koning te bepalen nadere regels terzake.) <W 2004-05-07/42, art. 6, 2°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(§ 2.) In afwijking van de artikelen 2, § 1, eerste lid, en § 4, eerste lid, kan de Koning in geval van fusie, splitsing, inbreng van een algemeenheid of van een bedrijfstak of wijziging van de rechtspersoonlijkheid, bepalen dat de nieuwe juridische entiteit, mits zij de door Hem bepaalde voorwaarden in acht neemt, gedurende de periode voorafgaand aan de notificatie van de beslissing betreffende de vergunning- of erkenningsaanvraag, de activiteiten van de initieel vergunde of erkende onderneming kan voortzetten. <W 2004-05-07/42, art. 6, 1°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

Art. 4ter. <Inséré par W 2004-12-27/30, art. 491; ED : 10-01-2005> In afwijking van artikel 2, § 1, eerste lid, dienen beveiligingsondernemingen, die er zich uitsluitend toe beperken diensten bestaande uit de activiteiten, bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 1°, bestaande uit interventie na alarm, of bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 4°, aan te bieden, zonder deze zelf uit te oefenen, niet over een vergunning als bewakingsonderneming te beschikken.

In afwijking van artikel 4, § 1, dienen bewakingsondernemingen, vergund tot het uitoefenen van activiteiten, bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 1°, bestaande uit interventie na alarm of bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 4°, die er zich uitsluitend toe beperken diensten van beveiliging, bedoeld in artikel 1, § 3, aan te bieden, zonder deze zelf uit te oefenen, niet over een erkenning als beveiligingsonderneming te beschikken.

De burgerlijke aansprakelijkheid voor de activiteiten die worden aangeboden en waarvoor zij aanleiding kunnen geven, is gedekt door een verzekering die de aanbiedende onderneming heeft afgesloten met een verzekeringsonderneming. De verzekering voldoet aan de vereisten van artikel 3, tweede lid.

De in dit artikel vermelde diensten maken het voorwerp uit van een schriftelijke overeenkomst tussen de aanbiedende onderneming en de opdrachtgever. Deze bevat, op straffe van nietigheid, volgende inlichtingen en bepalingen :

1° de naam, het adres en het telefoonnummer van de ondernemingen die de verschillende aangeboden diensten zullen uitoefenen;

2° de verbintenis van de aanbiedende onderneming om de aangeboden diensten niet door een andere onderneming, dan deze die bepaald is in de overeenkomst, te laten uitvoeren, zonder het akkoord van de opdrachtgever;

3° een gedetailleerde beschrijving van de aangeboden diensten en de verbintenissen van de onderneming die de aangeboden diensten zal uitoefenen;

4° het recht van diegene die op de aangeboden diensten beroep doet, om jaarlijks, mits een opzeggingstermijn van minstens drie maanden, van een of meer van de aangeboden diensten af te zien of voor deze aangeboden diensten beroep te doen op een andere onderneming;

5° de naam en het adres van de verzekeringsmaatschappij van de aanbiedende onderneming, bedoeld in het derde lid, alsook het polisnummer van de verzekeringsovereenkomst;

6° een gedetailleerde prijsvermelding, met een afzonderlijke prijsopgave voor de verschillende aangeboden diensten.

De nietigheid, bedoeld in het vierde lid, kan alleen door de opdrachtgever worden ingeroepen.

HOOFDSTUK III. - Uitoefeningsvoorwaarden.

Art. 5. (De personen die de werkelijke leiding hebben van een onderneming, dienst of instelling, als bedoeld in artikel 1, en de personen die zitting hebben in de raad van bestuur van een onderneming, een instelling of een onderneming die activiteiten uitoefent als bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 5°,

moeten voldoen aan de volgende voorwaarden :) <W 2004-05-07/42, art. 7, 1°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

1° (niet veroordeeld geweest zijn, zelfs niet met uitstel, (behoudens veroordelingen wegens inbreuken op de wetgeving betreffende de politie over het wegverkeer) tot enige correctionele of criminele straf, bestaande uit een geldboete, een werkstraf of een gevangenisstraf. <W 2007-03-01/37, art. 139, 1°, 015; Inwerkingtreding : 24-03-2007>

Personen die soortgelijke, in kracht van gewijsde gegane veroordelingen hebben opgelopen in het buitenland, worden geacht niet aan de hierboven gestelde voorwaarde te voldoen.

Elke onderneming, dienst of instelling, bedoeld in artikel 1, is ertoe gehouden ogenblikkelijk de Minister van Binnenlandse Zaken te waarschuwen, zodra zij kennis neemt van het feit dat een persoon ingevolge een in kracht van gewijsde gegane veroordeling niet meer aan deze voorwaarde voldoet, en dient ogenblikkelijk een einde te maken aan elke taak die bij deze onderneming, dienst of instelling door deze persoon wordt vervuld.) <W 2004-05-07/42, art. 7, 2°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

2° (onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie.) <W 1997-07-18/44, art. 5, 003; Inwerkingtreding : 28-08-1997>

(3° hun (hoofdverblijfplaats) hebben in een lidstaat van de Europese Unie;) <W 1999-06-09/52, art. 5, 005; Inwerkingtreding : 01-11-1999> <W 2001-06-10/51, art. 6, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001>

4° niet tegelijkertijd werkzaamheden van privé-detective, van wapen- of munitiefabrikant, van wapen- of munitiehandelaar of enige andere werkzaamheid uitoefenen die, doordat ze wordt uitgeoefend door dezelfde persoon die ook (een leidinggevende functie uitoefent), een gevaar kan opleveren voor de openbare orde of voor de in- of uitwendige veiligheid van de Staat. <W 2001-06-10/51, art. 6, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001>

5° voldoen aan de door de Koning vastgestelde voorwaarden inzake beroepsopleiding en -vorming en beroepservaring.

6° (sinds vijf jaar geen lid zijn geweest van een politiedienst, zoals bepaald in de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt of van een inlichtingendienst, zoals bepaald in de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten, noch een militair of openbaar ambt hebben bekleed dat voorkomt op een door de Koning te bepalen lijst) <W 1997-07-18/44, art. 5, 003; Inwerkingtreding : 28-08-1997> (NOTA : het Arrest nr. 124/98 van het Arbitragehof, dd. 3 december 1998, vernietigt in onderhavig 6° de woorden "militair of"; hetzelfde arrest vernietigt in dezelfde bepaling de woorden "noch een (...) openbaar ambt hebben bekleed dat voorkomt op een door de Koning te bepalen lijst" in zoverre zij op militaire ambten betrekking hebben. B.St. 25-12-1998, p. 41173-79)

7° volle eenentwintig jaar oud zijn.

(8° voldoen aan de (veiligheidsvoorwaarden) noodzakelijk voor een leidinggevende functie, en geen feiten gepleegd hebben die, zelfs als ze niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een strafrechtelijke veroordeling, een ernstige tekortkoming van de beroepsdeontologie uitmaken en daarom raken aan het vertrouwen in de betrokkene.) <W 1999-06-09/52, art. 5, 005; Inwerkingtreding : 01-11-1999> <W 2004-05-07/42, art. 7, 3°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(9° niet tegelijkertijd werkzaamheden uitoefenen voor een onderneming of dienst die diensten levert, bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 3°, en voor een onderneming of dienst die activiteiten uitvoert voor cafés of dansgelegenheden;

10° niet tegelijkertijd werkzaamheden uitoefenen voor een veiligheidsdienst en voor een onderneming of dienst die activiteiten uitvoert voor cafés of dansgelegenheden;

11° niet tegelijkertijd de werkelijke leiding hebben van een café of dansgelegenheid en van een onderneming die diensten levert, bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 5°.) <W 2007-03-01/37, art. 139, 2°, 015; Inwerkingtreding : 24-03-2007>

De onder 2°, 3° en 5° vermelde voorwaarden gelden niet voor de leden van de raad van bestuur voor zover zij geen deel uitmaken van de werkelijke leiding van de onderneming (of instelling). <W 2004-05-07/42, art. 7, 4°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

De onder het 3° vermelde voorwaarde geldt niet voor de beveiligingsondernemingen.

(De onder 5° vermelde voorwaarde geldt niet voor ondernemingen voor veiligheidsadvies en opleidingsinstellingen.) <W 2004-05-07/42, art. 7, 5°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

Art. 6. <W 1997-07-18/44, art. 6, 003; Inwerkingtreding : 28-08-1997> De personen die in (een onderneming, dienst of instelling, bedoeld in artikel 1) een andere functie uitoefenen dan die welke beoogd worden in artikel 5, moeten voldoen aan de volgende voorwaarden : <W 2004-05-07/42, art. 8, 1°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

1° (niet veroordeeld geweest zijn, zelfs niet met uitstel, (behoudens veroordelingen wegens inbreuken op de wetgeving betreffende de politie over het wegverkeer) tot een gevangenisstraf van ten minste zes maanden wegens enig misdrijf, (...), tot een gevangenisstraf of een andere straf wegens diefstal, heling, afpersing, misbruik van vertrouwen, oplichting, valsheid in geschriften, (opzettelijke slagen en verwondingen) aanranding van de eerbaarheid, verkrachting, of misdrijven, bepaald bij de artikelen 379 tot 386ter van het Strafwetboek, (bij artikel 227 van het Strafwetboek) bij artikel 259bis van het Strafwetboek, bij de artikelen 280 en 281 van het Strafwetboek, bij de artikelen 323, 324 en 324ter van het Strafwetboek, bij de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en haar uitvoeringsbesluiten, de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie en haar uitvoeringsbesluiten, de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van

persoonsgegevens, of de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden. <W 2007-03-01/37, art. 140, 1°, 015; Inwerkingtreding : 24-03-2007>

9° niet tegelijkertijd werkzaamheden uitoefenen voor een onderneming of dienst die diensten levert, bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 3°, en voor een onderneming of dienst die activiteiten uitvoert voor cafés of dansgelegenheden;

10° niet tegelijkertijd werkzaamheden uitoefenen voor een veiligheidsdienst en voor een onderneming of dienst die activiteiten uitvoert voor cafés of dansgelegenheden.) <W 2007-03-01/37, art. 140, 2°, 015; Inwerkingtreding : 24-03-2007>

Personen die activiteiten uitoefenen zoals bedoeld in artikel 1, eerste lid, §§ 1, 6°, 6 en 8, mogen, in afwijking van het eerste lid, niet veroordeeld zijn, zelfs niet met uitstel tot enige correctionele of criminele straf, bestaande uit een geldboete, een werkstraf of een gevangenisstraf.

Personen die soortgelijke in kracht van gewijsde gegane veroordelingen hebben opgelopen in het buitenland, worden geacht niet aan de hierboven gestelde voorwaarde te voldoen.

Iedere persoon die ingevolge een in kracht van gewijsde gegane veroordeling niet meer aan deze voorwaarde voldoet is gehouden hiervan onmiddellijk de personen die de werkelijke leiding hebben van de onderneming, dienst of instelling op de hoogte te brengen.

De onderneming, dienst of instelling is gehouden ogenblikkelijk de Minister van Binnenlandse Zaken te waarschuwen, zodra de onderneming, dienst of instelling kennis heeft van het feit dat een persoon ingevolge een in kracht van gewijsde gegane veroordeling niet meer aan deze voorwaarde voldoet, en dient ogenblikkelijk een einde te maken aan elke taak die bij deze onderneming, dienst of instelling door deze persoon wordt vervuld.) <W 2004-05-07/42, art. 8, 2°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

2° onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie;

3° (hun hoofdverblijfplaats hebben in een lidstaat van de Europese Unie.) <W 2001-06-10/51, art. 7, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001>

4° niet tegelijkertijd werkzaamheden van privé-detective, van wapen- of munitiefabrikant, van wapen- of munitiehandelaar of enige andere werkzaamheid uitoefenen die, doordat ze wordt uitgeoefend door deze zelfde persoon die ook (een uitvoerende functie uitoefent), een gevaar kan opleveren voor de openbare orde of voor de in- of uitwendige veiligheid van de Staat;

5° voldoen aan de door de Koning vastgestelde voorwaarden inzake beroepsopleiding en -vorming (beroepservaring) en medisch en psychotechnisch onderzoek; <W 2004-05-07/42, art. 8, 3°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(NOTA : Volgens Justel moet het ingevoegde woord bij W 2004-05-07/42, art. 8, 3°, " met beroepservaring " zijn in plaats van " beroepservaring ")

6° sinds vijf jaar geen lid zijn geweest van een politiedienst, zoals bepaald in de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt of van een openbare inlichtingendienst, zoals bepaald in de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten, noch een militair of openbaar ambt hebben bekleed dat voorkomt op een door de Koning te bepalen lijst; (NOTA : het Arrest nr. 124/98 van het Arbitragehof, dd. 3 december 1998, vernietigt in onderhavig 6° de woorden "militair of"; hetzelfde arrest vernietigt in dezelfde bepaling de woorden "noch een (...) openbaar ambt hebben bekleed dat voorkomt op een door de Koning te bepalen lijst" in zoverre zij op militaire ambten betrekking hebben. B.St. 25-12-1998, p. 41173-79)

7° volle achttien jaar oud zijn.

(8° voldoen aan de (veiligheidsvoorwaarden), noodzakelijk voor (een uitvoerende functie), en geen feiten gepleegd hebben die, zelfs als ze niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een strafrechtelijke veroordeling, een ernstige tekortkoming van de beroepsdeontologie uitmaken en daarom raken aan het vertrouwen in de betrokkene.) <W 1999-06-09/52, art. 6, 005; ED : 01-11-1999> <W 2004-05-07/42, art. 8, 5°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(De in het eerste lid onder het 2°, 3° en 5° vermelde voorwaarden) gelden niet voor het administratief of logistiek personeel van de in dit artikel bedoelde (ondernemingen, diensten en instellingen). (...) <W 2001-06-10/51, art. 7, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001> <W 2004-05-07/42, art. 8, 5°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

Wordt als administratief en logistiek personeel beschouwd in de zin van deze wet, het personeel dat op geen enkele wijze deelneemt aan de uitoefening van de activiteiten opgesomd in artikel 1.

(De in het eerste lid onder het 2° en 3°, vermelde voorwaarden, alsook de onder het 5° bedoelde voorwaarden betreffende het medisch en psychotechnisch onderzoek zijn niet van toepassing op het personeel van de beveiligingsondernemingen en van de opleidingsinstellingen.) <W 2004-05-07/42, art. 8, 6°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(De onder 5° vermelde voorwaarde geldt niet voor het personeel van ondernemingen voor veiligheidsadvies.

De onder 6° vermelde voorwaarde geldt niet voor het personeel van opleidingsinstellingen.) <W 2004-05-07/42, art. 8, 7°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

De voorwaarden gesteld in artikel 5 en in onderhavig artikel moeten cumulatief vervuld worden door de personen die tegelijkertijd leidinggevende en uitvoerende functies uitoefenen.

Art. 6bis. (afgeschaft) <W 2004-05-07/42, art. 9, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

Art. 7. (oud art. 6bis) <W 2004-05-07/42, art. 9, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004> § 1. Het onderzoek naar de veiligheidsvoorwaarden waaraan de personen bedoeld in de artikelen 5 en 6 moeten voldoen, gebeurt op initiatief van de door de Minister van Binnenlandse Zaken aangewezen ambtenaar.

De ambtenaar, bedoeld in het eerste lid, vraagt een onderzoek naar de veiligheidsvoorwaarden slechts aan nadat hij heeft vastgesteld dat betrokkene gekend is bij de diensten, als bedoeld in het derde lid, voor feiten of handelingen, bepaald door de Koning.

Het onderzoek wordt uitgevoerd, al naargelang het geval, door de personen bedoeld in artikel 16, eerste lid, of door de Veiligheid van de Staat.

§ 2. De aard van de gegevens die kunnen worden onderzocht, heeft betrekking op inlichtingen van gerechtelijke of bestuurlijke politie of beroepsgegevens van belang in het kader van de bepalingen vervat in de artikelen 5, eerste lid, 4° en 8° en 6, eerste lid, 4° en 8°.

De persoon die aan het onderzoek bedoeld in § 1, eerste lid, onderworpen wordt, dient hiertoe voorafgaandelijk en eenmalig, via de onderneming, dienst of instelling, waarvoor hij de activiteiten, zoals bedoeld in artikel 1 uitoefent of zal uitoefenen, zijn instemming te hebben gegeven, op een door de Minister van Binnenlandse Zaken te bepalen wijze.

De onderneming, dienst of instelling kan omtrent een persoon die zij beoogt aan te werven, en slechts nadat die zijn instemming, als bedoeld in het tweede lid, heeft verleend, de ambtenaar, als bedoeld in het eerste lid, vragen of hij een vraag tot onderzoek naar de veiligheidsvoorwaarden in overweging neemt.

(§ 3. Met het oog op de verificatie van de voorwaarden, bedoeld in artikel 5, eerste lid, 1° en 8°, en in artikel 6, eerste lid, 1° en 8°, voorafgaand aan de procedure bedoeld in § 1, hebben de personen, werkzaam bij de Algemene Directie Veiligheids- en Preventiebeleid, Directie Private Veiligheid, van de FOD Binnenlandse Zaken, aangeduid bij een besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, kosteloos en rechtstreeks toegang tot de in het centraal strafregister opgenomen gegevens, met uitzondering van :

1° beslissingen vernietigd op grond van artikel 416 tot 442 of artikel 443 tot 447bis van het Wetboek van Strafvordering;

2° beslissingen tot intrekking genomen op grond van de artikelen 10 tot 14 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof;

3° veroordelingen en beslissingen uitgesproken op grond van een opgeheven wetsbepaling, op voorwaarde dat de strafbaarheid van het feit is opgeheven.

Zij kunnen kennis nemen van de gegevens bedoeld in § 2, eerste lid.

De persoonsgegevens die in toepassing van het eerste lid worden ingewonnen of ontvangen, worden onmiddellijk vernietigd zodra de administratieve beslissing, waartoe het onderzoek van deze

persoonsgegevens aanleiding gaf, definitief geworden is.) <W 2005-09-02/40, art. 2, 011;
Inwerkingtreding : 07-10-2005>

Zij kunnen kennis nemen van de gegevens bedoeld in § 2, eerste lid.

De persoonsgegevens die in toepassing van het eerste lid worden ingewonnen of ontvangen, worden onmiddellijk vernietigd zodra de administratieve beslissing, waartoe het onderzoek van deze persoonsgegevens aanleiding gaf, definitief geworden is.) <W 2005-09-02/40, art. 2, 011;
Inwerkingtreding : 07-10-2005>

Art. 8. § 1. (De personen die in dienst van of voor rekening van bewakingsondernemingen of interne bewakingsdiensten werken, kunnen werkkleding dragen op voorwaarde dat :

1° deze geen aanleiding kan geven tot verwarring met die welke de agenten van de openbare macht dragen;

2° het model ervan is goedgekeurd door de Minister van Binnenlandse Zaken of door een door hem aangewezen ambtenaar.

De kledij is, op de wijze bepaald door de Minister van Binnenlandse Zaken en naar het door hem vastgelegd model, steeds voorzien van een embleem.) <W 2004-05-07/42, art. 11, 1°, 008;
Inwerkingtreding : 03-06-2004>

§ 2. ((In afwijking van de artikelen 11, 13 en 14 van de wapenwet worden de vergunningen tot het voorhanden hebben en tot het dragen van wapens uit hoofde van de ondernemingen, diensten en personen bedoeld in deze wet, onder de voorwaarden bepaald door deze wet, en de door de Koning bepaalde bijkomende voorwaarden, en volgens een door hem te bepalen procedure, verleend, beperkt, geschorst of ingetrokken door de minister van Binnenlandse Zaken.

Onverminderd de bepalingen, bedoeld in artikel 29 van de wapenwet, worden de inbreuken door de ondernemingen, diensten en personen, bedoeld in deze wet op en in uitvoering van de bepaling, bedoeld in het vorige lid, opgespoord en vastgesteld door de personen bedoeld in artikel 16 van deze wet.) <W 2006-06-08/30, art. 41, 012; Inwerkingtreding : 09-06-2006>

Buiten het kader van die opdrachten worden de vuurwapens in een wapenkamer bewaard onder de verantwoordelijkheid van een daartoe aangesteld personeelslid.

In een register wordt voor elk vuurwapen vermeld welk personeelslid op een bepaald ogenblik voor welke opdracht over het desbetreffende wapen beschikte.

De Koning kan beperkingen opleggen met betrekking tot het aantal en het soort wapens in gebruik en kan bepalen aan welke voorwaarden de wapenkamer moet voldoen.

(Zesde lid opgeheven) <W 2004-05-07/42, art. 11, 2°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(De Koning kan tevens het dragen van wapens bij de uitoefening van bepaalde bewakingsactiviteiten verbieden of aan voorwaarden verbinden. Voor het uitoefenen van de volgende activiteiten mogen geen wapens worden gedragen :

1° activiteiten, zoals bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 4° tot 7°;

2° activiteiten, zoals bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 1°, voorzover deze plaatsvinden op de openbare weg of op voor publiek toegankelijke plaatsen;

3° activiteiten zoals bedoeld in artikel 1, §§ 3 en 6.) <W 2004-05-07/42, art. 11, 3°, 008;
Inwerkingtreding : 03-06-2004>

§ 3. (De personen die de werkelijke leiding hebben van een onderneming of dienst, bedoeld in artikel 1, en de personen die de in artikel 1, §§ 1, 3 en 6 bedoelde activiteiten uitvoeren moeten, indien zij een verblijfplaats hebben in België of indien zij geen verblijfplaats hebben in België, maar activiteiten uitoefenen, bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 5° tot 7°, houder zijn van een identificatiekaart, waarvan het model door de Minister van Binnenlandse Zaken wordt vastgesteld. De onderneming of de dienst kan zelf geen enkel soortgelijk document aan haar personeel afgeven.) <W 2004-05-07/42, art. 11, 4°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

De identificatiekaart wordt afgegeven (door de Minister van Binnenlandse Zaken of een door hem aangewezen ambtenaar) indien de betrokkene voldoet aan de voorwaarden gesteld in de artikelen 5 of 6 van deze wet of, als hij geen verblijfplaats heeft in België, wanneer hij minstens voldoet aan de voorwaarden die een gelijkwaardige waarborg bieden. <W 2004-05-07/42, art. 11, 5°, 008;
Inwerkingtreding : 03-06-2004>

De personen bedoeld in het eerste lid kunnen de activiteiten slechts uitoefenen als zij de identificatiekaart dragen. De personen die niet onderworpen zijn aan de verplichting tot het bezitten van een identificatiekaart, kunnen deze activiteiten slechts uitoefenen als zij de identificatiekaart of de documenten dragen, bepaald door de Koning, waaruit blijkt dat zij aan alle wettelijke voorwaarden of minstens aan de voorwaarden die een gelijkwaardige waarborg bieden, voldoen. Zij moeten deze identificatiekaart of deze documenten overhandigen bij elke vordering van de personen, bedoeld in artikel 16 van deze wet.

De personen die de in (artikel 1, §§ 1 en 3) bedoelde activiteiten uitoefenen, moeten bij de uitoefening van hun activiteiten de identificatiekaart of een herkenningsteken waarop hun naam, de naam van de onderneming en het adres van de exploitatiezetel vermeld staan, op een duidelijk leesbare wijze dragen. <W 2004-05-07/42, art. 11, 6°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

De Koning bepaalt de modaliteiten voor de toekenning, de geldigheidsduur en de vernietiging van de identificatiekaarten.

(§ 3bis. De ondernemingen en diensten die activiteiten als bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 6°, uitoefenen, kunnen deze activiteiten slechts uitvoeren nadat zij hiertoe uitdrukkelijk aangesteld zijn in

een openbaar gemaakte beschikking, uitgevaardigd door de opdrachtgevende overheid of de overheid waarmee de opdrachtgevende onderneming een concessieovereenkomst heeft afgesloten.

Bij het uitvoeren van de activiteit bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 6°, is het de bewakingsagent verboden betrokken personen, getuigen of verantwoordelijken op te sporen, de identiteit te controleren, bijkomende inlichtingen in te winnen of personen te verhoren.) <W 2004-05-07/42, art. 11, 7°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

§ 4. (De Koning stelt de bijzondere technische normen vast waaraan de voertuigen, waarvan de bewakingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten gebruik willen maken voor het uitoefenen van hun bewakingsactiviteiten, moeten voldoen.

De Minister van Binnenlandse Zaken keurt de technische kenmerken van de voertuigen goed en kan bepalen dat deze, op kosten van de eigenaar, worden onderworpen aan een bijkomende autokeuring.

Die voertuigen mogen geen aanleiding geven tot verwarring met die welke gebruikt worden door de openbare macht.) <W 2004-05-07/42, art. 11, 8°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

§ 5. (De Koning kan de middelen, methodes en procedures bepalen die de ondernemingen en diensten kunnen of moeten aanwenden bij het uitoefenen van hun opdrachten.

Hij kan tevens voorwaarden opleggen aan de gebruiker van de dienstverlening zoals bedoeld in artikel 1, § 1 en § 3, met het oog op het nemen van maatregelen teneinde een maximale veiligheid te garanderen.) <W 2004-05-07/42, art. 11, 9°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

In dringende gevallen en in geval van ernstige en onmiddellijke bedreiging van de openbare orde, kan de Minister van Binnenlandse Zaken, in het belang van de openbare orde, op de openbare weg en in voor het publiek toegankelijke plaatsen, tijdelijk of blijvend, de uitoefening van bepaalde opdrachten of het gebruik van bepaalde middelen of methodes verbieden of aanvullende veiligheidsmaatregelen opleggen.) <W 1997-07-18/44, art. 7, 003; Inwerkingtreding : 28-08-1997>

Niemand kan, zonder zijn uitdrukkelijke toestemming te hebben gegeven, door een bewakingsonderneming of een interne bewakingsdienst bijzonder worden bewaakt of beschermd.

§ 6. (De controle van de kledij of de persoonlijke goederen is verboden, behoudens onder de voorwaarden, bepaald in § 6bis tot § 6quater.) <W 2006-12-27/32, art. 362, 014; Inwerkingtreding : 07-01-2007>

(§ 6bis. De controle van de kledij en de goederen van personen bij de toegang tot een plaats is verboden, behoudens wanneer de controle uitsluitend gericht is op het opsporen van wapens of gevaarlijke voorwerpen waarvan het binnenbrengen in een plaats het goede verloop van het evenement kan verstoren of de veiligheid van de aanwezigen in het gedrang kan brengen, nadat, ingeval de activiteiten plaatsvinden in een voor het publiek toegankelijke plaats, de bevoegde burgemeester overeenkomstig de door de minister van Binnenlandse Zaken bepaalde regels zijn toestemming hiertoe heeft verleend.

De in het eerste lid bedoelde controles zijn onderworpen aan de volgende cumulatieve voorwaarden :

- a) zij kunnen enkel uitgevoerd worden in het kader van activiteiten zoals bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 5°;
- b) zij gebeuren uitsluitend door bewakingsagenten van hetzelfde geslacht als de gecontroleerde persoon;
- c) zij kunnen enkel uitgevoerd worden indien de betrokken personen zich vrijwillig aan de controle onderwerpen;
- d) zij bestaan uitsluitend uit een oppervlakkige betasting van de kledij van de persoon en de controle van de door hem voorgelegde goederen die hij op zich of in zijn handbagage draagt;
- e) zij hebben uitsluitend betrekking op goederen die relevant zijn in het licht van hun wettelijk doel;
- f) zij gebeuren niet systematisch, maar uitsluitend indien er op grond van de gedragingen van de betrokkene, van materiële aanwijzingen of van de omstandigheden, redelijke gronden zijn om te denken dat deze persoon een wapen of een gevaarlijk voorwerp kan dragen.

De bewakingsagenten kunnen aan eenieder die zich tegen deze controle verzet of bij wie is vastgesteld dat hij of zij in het bezit is van een wapen of een ander gevaarlijk voorwerp de toegang tot de plaatsen waarop de toegangskontrolle betrekking heeft, ontzeggen.) <W 2006-12-27/32, art. 362, 014; Inwerkingtreding : 07-01-2007>

(§ 6ter. De controle van goederen van personen bij het verlaten van een plaats is verboden, behoudens indien de controle uitsluitend gericht is op het vaststellen van de ontvreemding van goederen in een winkelruimte ten overstaan van klanten.

De controle kan alleen gebeuren nadat, voorafgaand aan de uitvoering ervan, na observatie wordt vermoed dat de klant een winkelruimte verlaat zonder bepaalde goederen die hij bij zich heeft, te hebben betaald.

De controle is onderworpen aan de volgende cumulatieve voorwaarden :

- a) de voorwaarde bedoeld onder artikel 8, § 6bis, tweede lid, a), c) en e), met dien verstande dat de controles niet kunnen worden uitgevoerd door personen die optreden in het kader van artikel 2, § 1bis, 1°;
- b) de controle bestaat uitsluitend uit het nazicht van de door de betrokkene vrijwillig voorgelegde goederen die hij bij zich of in zijn handbagage draagt;
- c) de betrokkene wordt, uiterlijk bij het betreden van de plaats ervan in kennis gesteld dat uitgangskontroles kunnen worden uitgevoerd;
- d) de betrokkene heeft zijn individuele toestemming tot de controle verleend.

De Koning kan de methodes en de procedures voor de controle nader bepalen.) <L 2006-12-27/32, art. 362, 014; Inwerkingtreding : 07-01-2007>

(§ 6quater. De controle van goederen van personen bij het verlaten van een plaats is verboden, behoudens indien de controle uitsluitend gericht is op het voorkomen of het vaststellen van de ontvreemding van goederen in de onderneming of op de werkplaats, ten overstaan van personen die er werkzaam zijn.

De controle kan ofwel gebeuren :

a) indien er op grond van de gedragingen van de betrokkene, van materiële aanwijzingen of van de omstandigheden, redelijke gronden zijn om te denken dat deze persoon goederen in de plaats die hij verlaat, heeft ontvreemd;

b) steekproefsgewijze.

De controle is onderworpen aan de volgende cumulatieve voorwaarden :

a) de voorwaarde bedoeld onder artikel 8, § 6ter, derde lid, a) en c) ;

b) in het geval van het tweede lid, a), de betrokkene zijn individuele toestemming tot de controle heeft verleend;

c) de controle wordt uitgevoerd in overeenstemming met de informatie- en toestemmingsvereisten van de collectieve arbeidsovereenkomst die betreffende de diefstalpreventie en de uitgangscontroles van werknemers bij het verlaten van de onderneming of de werkplaats is afgesloten in de Nationale Arbeidsraad en wanneer deze collectieve arbeidsovereenkomst niet van toepassing is, mits de betrokkene zijn individuele toestemming heeft verleend;

d) in het geval de collectieve arbeidsovereenkomst, zoals bedoeld onder c), op de betrokken plaats maar niet op de betrokken persoon van toepassing is, kan de controle, zoals bedoeld in het tweede lid, b), slechts plaatsvinden indien aan de voorwaarde bedoeld onder artikel 8, § 6ter, derde lid, d), is voldaan;

e) de controle bestaat uitsluitend uit het nazicht van de door de betrokkene vrijwillig voorgelegde goederen die hij op zich of in zijn handbagage draagt of die zich in zijn voertuig bevinden.

De minister van Binnenlandse Zaken kan, in afwijking van het tweede lid, b), een tijdelijke en hernieuwbare toestemming verlenen om systematische controles uit te voeren, indien cumulatief aan de volgende voorwaarden is voldaan :

1° het verzoek gaat uit daartoe van de onderneming of dienst waartoe de bewakingsagenten die de controles zullen uitvoeren, behoren;

2° er is door middel van een veiligheidsadvies aangetoond dat andere voor de private levenssfeer minder ingrijpende middelen of methodes niet afdoende kunnen bijdragen tot de realisatie van de bedoelde doelstelling;

3° er is over de uit te voeren controles een schriftelijk akkoord afgesloten in de schoot van de ondernemingsraad, en bij ontstentenis van ondernemingsraad, tussen de werkgever en de vakbondsafvaardiging, en bij ontstentenis van vakbondsafvaardiging, de werknemers.) <W 2006-12-27/32, art. 362, 014; Inwerkingtreding : 07-01-2007>

(§ 7. Een bewakingsagent mag nooit aan iemand de toegang tot een voor publiek toegankelijke plaats ontzeggen op basis van een directe of indirecte discriminatie, zoals bedoeld in artikel 2, §§ 1 en 2 van de wet ter bestrijding van discriminatie en tot wijziging van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding. Een bewakingsagent mag, in het bijzonder bij toegangscontrole, bij controle van kleding en goederen of bij het verzoek tot het verlaten van een plaats, geen dwang of geweld gebruiken, behoudens de dwang die bij de uitoefening van het recht, bedoeld in artikel 1, 3°, van de wet van 20 juli 1990 op de voorlopige hechtenis noodzakelijk is.) <W 2006-12-27/32, art. 362, 014; Inwerkingtreding : 07-01-2007>

(§ 8. De personen die activiteiten verrichten bedoeld in artikel 1 van deze wet, kunnen geen andere handelingen stellen dan deze die voortvloeien uit de rechten waarover iedere burger beschikt, alsmede deze bevoegdheden die uitdrukkelijk voorzien zijn in deze wet of haar uitvoeringsbesluiten.) <W 2001-06-10/51, art. 9, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001>

(Ze kunnen hun bevoegdheden slechts uitoefenen voorzover deze krachtens een wet niet uitsluitend zijn voorbehouden aan vertegenwoordigers van het openbaar gezag.) <W 2004-05-07/42, art. 11, 12°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(§ 9. Het is de bewakingsagenten verboden van derden fooien of andere beloningen te bekomen, met uitzondering van de gevallen en volgens de modaliteiten bepaald door de Koning.) <W 2001-06-10/51, art. 9, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001>

(§ 10. Behoudens de artikelen 40bis.1 tot 3, 41.3.1 en 2, 59.19, tweede lid en 59.21, tweede zin, van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, is de regelgeving van toepassing op activiteiten, uitgeoefend door gemachtigde opzichters, signaalgevers, wegkapiteins, groepsleiders en werfopzichters, niet van toepassing op de uitoefening van de activiteit, bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 7°, door bewakingsagenten.

§ 11. Het is bewakingsagenten verboden om personen identiteitsdocumenten te laten voorleggen of te laten overhandigen, te controleren, te kopiëren of in te houden, behoudens in volgende gevallen en voorzover ze niet optreden in het kader van de regeling bedoeld in artikel 2, § 1bis :

1° (identiteitsdocumenten te laten voorleggen gedurende de tijd nodig voor het controleren van de identiteit bij de toegang van niet voor publiek toegankelijke plaatsen die een bijzonder veiligheidsrisico kunnen uitmaken;); <W 2004-12-27/30, art. 492, 009; Inwerkingtreding : 10-01-2005>

2° identiteitsdocumenten te laten voorleggen in zoverre de bewakingsagent is aangesteld door de exploitant van een kansspelinrichting voor taken van toegangscontrole in de zin van artikel 62 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers.

Deze identiteitscontroles zijn bovendien onderworpen aan de voorafgaande voorwaarde dat de betrokkene, na door de bewakingsagenten op de hoogte te zijn gesteld van zijn recht om zich tegen deze controle te verzetten, vrijwillig hiermee ingestemd heeft. De bewakingsagenten kunnen aan eenieder die zich tegen deze controle verzet de toegang tot de plaatsen waarop de toegangscontrole betrekking heeft, ontzeggen.) <W 2004-05-07/42, art. 11, 13°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

Art. 9. § 1. (Wanneer de bewakingsondernemingen en interne bewakingsdiensten activiteiten zoals bedoeld in artikel 1, § 1, uitoefenen, brengen zij voorafgaandelijk aan de uitvoering van de activiteiten volgende instanties op de hoogte :

1° indien zij een exploitatiezetel hebben in België, de korpschef van de lokale politie waartoe de gemeente behoort waar de bewakingsactiviteiten, als bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 1°, 5° tot 7°, worden uitgevoerd en, in geval de activiteiten plaatsvinden op het grondgebied van meerdere politiezones, de betrokken bestuurlijke directeurs-coördinatoren;

2° indien zij een exploitatiezetel hebben in België, en, in geval van activiteiten zoals bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 2°, of in alle gevallen indien zij geen exploitatiezetel hebben in België, de Minister van Binnenlandse Zaken.

De korpschef en, in voorkomend geval, de bestuurlijke directeur-coördinator die deze inlichtingen hebben ontvangen, maken deze over aan de aan de betrokken burgemeesters en houden ze ter beschikking van de Minister van Binnenlandse Zaken, die ze op elk ogenblik kan opvragen.) <W 2004-05-07/42, art. 12, 1°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(§ 2.) Bij het toezicht op en de bescherming bij het vervoer van (waarden) (...), brengen zij (de federale politie) vooraf op de hoogte. <W 2001-06-10/51, art. 10, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001> <W 2004-05-07/42, art. 12, 2°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

Die informatie moet hun tijdig worden medegedeeld en moet in elk geval alle aanwijzingen bevatten over de aard, de plaatsen, de data en de uren van het vervoer die onmisbaar zijn voor de goede uitoefening van de politietaken.

§ 3. (De Koning kan de bescheiden en de inlichtingen bepalen die door de ondernemingen en diensten in uitvoering van de §§ 1 en 2 dienen te worden overgemaakt.) <W 2004-05-07/42, art. 12, 3°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

§ 4. (De ondernemingen, diensten en instellingen, bedoeld in artikel 1) beantwoorden onverwijld elke vraag om inlichtingen betreffende hun activiteiten die uitgaat van de gerechtelijke en administratieve

overheden of van de met het toezicht op de uitvoering van deze wet belaste ambtenaren en agenten.
<W 2004-05-07/42, art. 12, 4°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

Art. 10. <W 1997-07-18/44, art. 8, 003; Inwerkingtreding : 28-08-1997> Onverminderd artikel 30 van het Wetboek van strafvordering en artikel 1, 3°, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, delen (de ondernemingen, diensten en instellingen, bedoeld in artikel 1, alsmede de personeelsleden van die ondernemingen, diensten of instellingen) en de personen die voor hun rekening werken, aan de rechterlijke instanties, telkens als deze erom verzoeken, onverwijld alle inlichtingen mede over misdrijven waarvan zij tijdens of naar aanleiding van de uitoefening van hun activiteiten kennis krijgen. <W 2004-05-07/42, art. 13, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

Art. 11. (§ 1.) Onverminderd artikel 422bis van het Strafwetboek en elke andere wettelijke verplichting om bijstand te verlenen aan personen in gevaar, is het de bewakingsondernemingen (, de ondernemingen voor veiligheidsadvies) (en de interne bewakingsdiensten) verboden, in het kader van hun activiteiten : <W 2001-06-10/51, art. 12, 007; Inwerkingtreding : 19-07-2001> <W 2004-05-07/42, art. 14, 1°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

a) zich in te laten met of tussen te komen in een politiek of een arbeidsconflict;

b) op te treden tijdens of naar aanleiding van vakbondsactiviteiten of activiteiten met een politieke finaliteit.

Het is (de ondernemingen, diensten en instellingen) eveneens verboden toezicht te houden op politieke, filosofische, godsdienstige of vakbondsovertuigingen (of op het mutualisch lidmaatschap) en op de uiting van die overtuigingen (of van dat lidmaatschap), alsmede te dien einde gegevensbestanden aan te leggen. <W 1997-07-18/44, art. 9, 003; Inwerkingtreding : 28-08-1997> <W 2004-05-07/42, art. 14, 2°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(§ 2.) Het is de (ondernemingen) verboden enig gegeven over hun cliënten of de personeelsleden ervan aan derden mede te delen. <W 2004-05-07/42, art. 14, 3°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(§ 3.) (De plaatsen bedoeld in artikel 1, § 1, tweede lid, zijn de volgende :

1° de voor het publiek toegankelijke plaatsen, behorend tot de infrastructuur van openbare vervoersmaatschappijen of luchthavens, voor zover het optreden van de bewakingsagenten geen verwarring meebrengt met deze van agenten van de openbare macht en voor zover de interne bewakingsdiensten of de ondernemingen hiervoor de toestemming hebben bekomen van de Minister van Binnenlandse Zaken;

2° de plaatsen waar een evenement, dat voldoet aan de vereisten, bepaald in het derde lid, georganiseerd wordt en gedurende de duur ervan en waarvan de perimeter waarbinnen het evenement plaatsvindt op een zichtbare wijze voor het publiek is afgebakend;

3° de niet-bewoonde plaatsen die tijdelijk of periodiek voor het publiek zijn afgesloten en gedurende de duur van deze afsluiting;

4° de gedeelten van de openbare weg grenzend aan de gebouwen van internationale instellingen of ambassades, bepaald door de Minister van Binnenlandse Zaken, en waarvan de toegang voor het publiek tijdelijk beperkt is en gedurende de duur van de beperking.

Elk evenement als bedoeld in het 2° van het tweede lid, dient aan volgende voorwaarden te voldoen :

1° het evenement is uitsluitend van culturele, folkloristische of sportieve aard;

2° de overheid is niet betrokken bij de organisatie ervan;

3° de bestuurlijke overheid beschikt niet over aanwijzingen dat tijdens het evenement de orde zal worden verstoord.

In de gevallen bedoeld in 2° tot 4° van het tweede lid bepaalt een politiereglement de afbakening van de zone waar bewakingsactiviteiten kunnen worden uitgeoefend, de duur of, in voorkomend geval de periodiciteit gedurende dewelke de maatregel geldt en de bewakingsonderneming die de opdracht zal uitvoeren.

In de gevallen bedoeld in 1° tot 4° van het tweede lid wordt het begin en het einde van de zone waar de activiteiten plaatsvinden, zichtbaar aangeduid op een wijze bepaald door de minister van Binnenlandse Zaken.) <W 2004-05-07/42, art. 14, 4°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

Art. 12. <W 1999-06-09/52, art. 12, 005; Inwerkingtreding : 01-11-1999> (Eerste lid opgeheven) <W 2004-05-07/42, art. 15, 1°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

(Tweede lid opgeheven) <W 2004-05-07/42, art. 15, 1°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

De Koning bepaalt (...) de voorwaarden voor de installatie, het onderhoud en het gebruik van de in artikel 1, § 4, bedoelde alarmsystemen en alarmcentrales en hun componenten. <W 2004-05-07/42, art. 15, 2°, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

Art. 13. <W 2004-05-07/42, art. 16, 008; Inwerkingtreding : 03-06-2004> Elk voertuig dat door een onderneming of dienst wordt gebruikt en waarop een opschrift verwijst naar de vergunde of erkende activiteit en elk document dat uitgaat van een onderneming, dienst of instelling,

bedoeld in artikel 1, moet melding maken van de in artikel 2 bedoelde vergunning of de in artikel 4 bedoelde erkenning.